



**Administration communale de Wiltz**  
2, Grand Rue  
**L-9530 WILTZ**

**N/Réf.: 2024-001395**

### **Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après « loi modifiée du 18 juillet 2018 » et ses règlements d'exécution modifiés du 1<sup>er</sup> août 2018 ;

Considérant la demande et les annexes du 26 juin 2024 versées par l'Administration communale de Wiltz aux fins d'obtenir l'autorisation pour l'installation d'une clôture et d'un portail dans le cadre de « Water-Safety-Plan » sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de Wiltz, section WA de Wiltz, sous le numéro 972/5053,

#### **Arrête :**

#### **Conditions**

**Article 1.-** Les travaux sont réalisés sur un terrain inscrit au cadastre de la commune de Wiltz, section WA de Wiltz, sous le numéro 972/5053, conformément à la demande et aux documents soumis, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions du présent document.

**Article 2.-** Aucun biotope protégé ou habitat visé par l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution modifié du 1<sup>er</sup> août 2018 n'est réduit, détruit ou détérioré aussi bien dans la partie aérienne que souterraine.

**Article 3.-** L'emplacement exact est déterminé en concertation avec le préposé de la nature et des forêts (Triage de Wiltz, tél : 621 202 131).

**Article 4.-** La clôture ne dépasse pas les dimensions suivantes :

- Longueur : 77,80 m
- Hauteur : 2 m

**Article 5.-** Le site est maintenu dans un état de propreté parfaite.

**Article 6.-** Le préposé de la nature et des forêts est averti avant le commencement des travaux.

## Informations

La présente est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

En vertu de l'article 60, paragraphe 2, dernier alinéa, de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, l'autorisation est à afficher aux abords du chantier pendant 3 mois dès réception de la présente.

## Recours

Contre la présente décision, un recours peut être introduit auprès du Tribunal administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à partir de la notification de la présente décision.

Dans le délai précité, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Service autorisations de l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation auprès du Médiateur – Ombudsman peut également être introduite. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat  
et de la Biodiversité



Marianne Mousel

Premier Conseiller de Gouvernement

Copie pour information :  
- Arrondissement NORD